



2^e CONGRÈS MONDIAL

Vancouver, du 21 au 25 juin 2010

PROJET DE RÉSOLUTION

PROMOUVOIR ET DÉFENDRE LES DROITS FONDAMENTAUX DES TRAVAILLEURS/EUSES

1. Le Congrès affirme que les droits des travailleurs/euses sont des droits humains et que la promotion et la défense des droits syndicaux fondamentaux demeurent une priorité de la CSI et doivent le rester. Le respect plein et universel de ces droits et leur mise en œuvre effective sont une garantie nécessaire pour les droits humains de tous les travailleurs et travailleuses, et une condition préalable à tout modèle de mondialisation juste. Tout comme la pauvreté aux quatre coins du monde constitue une menace pour la prospérité dans le monde entier, la violation des droits fondamentaux des travailleurs dans tous les pays sape ces droits même dans des pays où ils sont actuellement respectés.

2. Les droits fondamentaux des travailleurs sont définis dans les Conventions de l'OIT n° 87 et n° 98 sur la liberté syndicale et la négociation collective, n° 29 et n° 105 sur le travail forcé, n° 100 et n° 111 sur la discrimination, n° 138 et n° 182 sur le travail des enfants, ainsi que dans la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998 qui rend explicite l'obligation de tous les gouvernements de respecter les principes incarnés dans les conventions et également de les défendre dans les organisations multilatérales. L'Agenda du travail décent, codifié par l'OIT dans sa Déclaration sur la justice sociale de 2008 et le Pacte mondial pour l'emploi de 2009, reconnaît, en outre, que les normes constituent un pilier essentiel d'une stratégie concertée pour surmonter la crise et parvenir à un développement économique durable. Le Congrès enjoint les gouvernements à tenir ces engagements et, pour ceux qui ne l'auraient pas déjà fait, à ratifier ces conventions. Les gouvernements ont la responsabilité de protéger ces droits humains fondamentaux à travers la législation et son application. En effet, les gouvernements ont un rôle indispensable à jouer. Le Congrès déplore et condamne les violations persistantes et répandues des droits fondamentaux des travailleurs, où qu'elles aient lieu, et engage la CSI à œuvrer pour y mettre fin.

3. Le Congrès reconnaît que la protection des droits de ses citoyens et de ses travailleurs est une responsabilité qui incombe à chaque État aux échelons national et régional et au sein des institutions internationales. Il affirme que les organisations relevant du système multilatéral ont la responsabilité complémentaire de créer un environnement politique international capable de promouvoir le respect des droits fondamentaux des travailleurs et d'aider les gouvernements à s'acquitter de leurs responsabilités. Il demande par conséquent aux institutions financières internationales et à l'OMC en particulier de faire de la promotion des droits fondamentaux des travailleurs et du droit à des emplois décents un objectif explicite de leur travail, et à coopérer étroitement avec l'OIT à cette fin. Il est urgent que l'OIT et l'OMC

approfondissent leur coopération afin que le système d'échanges internationaux œuvre de manière efficace au respect de ces droits.

4. Le Congrès souligne le rôle crucial du système de surveillance de l'OIT pour faire en sorte que les gouvernements soient tenus responsables de leur performance en matière d'application des conventions relatives aux droits fondamentaux. Il exhorte la CSI et ses organisations affiliées, en étroite coopération avec le Groupe des travailleurs de l'OIT, à défendre l'intégrité de ce système et sa jurisprudence et à saisir toutes les occasions de le renforcer. En cette période de mondialisation toujours plus rapide, il est particulièrement nécessaire de veiller à ce que des accords commerciaux ou d'investissement ou des politiques ou des décisions de justice prononcées à l'échelon national ou régional ne portent pas atteinte à l'universalité des normes de l'OIT. Les actions de solidarité transfrontalières doivent, par conséquent, être reconnues universellement comme instruments légitimes des actions syndicales internationales. À cet égard, il est nécessaire d'établir une reconnaissance pleine et juridique aux échelons national, régional et mondial du droit des syndicats d'entreprendre des actions de solidarité transfrontalières, notamment des actions de grève.

5. Le Congrès insiste sur le rôle important à jouer par les organisations syndicales internationales, régionales et nationales, en collaboration avec les autres organisations de la société civile, dans l'éveil citoyen et l'éducation citoyenne afin de leur permettre de mieux défendre leurs droits fondamentaux. Cette conscience citoyenne est nécessaire à l'émancipation des populations en général et des travailleurs en particulier.

6. Les droits de constituer un syndicat, le droit d'adhérer à un syndicat, le droit de négociation collective et le droit d'entreprendre une action syndicale libre et autonome sont essentiels pour que tous les travailleurs et travailleuses puissent défendre et promouvoir leurs intérêts. Le Congrès affirme que l'ampleur des violations de ces droits, documentée dans le Rapport annuel de la CSI, constitue une attaque concertée contre les travailleurs de tous les pays ainsi qu'un non-respect dramatique et inacceptable par les gouvernements de leurs obligations afin de protéger les droits humains fondamentaux ou de développer une gouvernance adéquate de l'économie mondiale. Il salue le courage et l'engagement des nombreuses victimes de ces violations et engage à nouveau la CSI à veiller à ce que leur sacrifice ne soit pas réalisé en vain. Le Congrès dénonce l'ingérence externe dans les activités syndicales, notamment dans les pays où elle a encouragé une prolifération et un affaiblissement des syndicats ou là où elle entretient des syndicats uniques.

7. Le Congrès déplore également qu'aujourd'hui 12,3 millions de personnes au moins soient toujours soumises à des formes modernes d'esclavage ou à d'autres types de travail forcé. Des efforts urgents sont nécessaires pour éradiquer l'accroissement de la traite des personnes et d'autres abus liés à la mondialisation, qui soumettent les plus vulnérables parmi les travailleurs du monde aux plus extrêmes et cruelles des injustices.

8. Le Congrès salue les campagnes entreprises par la CSI depuis sa fondation sur le travail forcé et la traite des personnes. Il enjoint la CSI à poursuivre ce travail et les organisations affiliées à s'y impliquer, ainsi que dans d'autres initiatives prises dans ce domaine, en vue d'atteindre l'objectif de l'OIT d'éradiquer le travail forcé d'ici à 2015.

9. Le Congrès condamne et juge intolérable le fait que plus de 200 millions d'enfants soient au travail et non pas à l'école, et réaffirme l'engagement de la CSI envers la mission historique du mouvement syndical de mettre un terme à

l'exploitation des enfants et d'obtenir l'accès universel à une éducation de qualité et gratuite. Il souligne que le travail des enfants est extrêmement nocif pour le bien-être physique et mental des enfants et perpétue les cycles de pauvreté, de privation et de sous-développement des sociétés où il a lieu.

10. Le Congrès reconnaît que la lutte pour abolir totalement le travail des enfants, tel que défini dans la Convention 138 de l'OIT, est fondamentale pour garantir un travail décent et une vie décente pour tous et doit se livrer sur de multiples fronts. Elle doit inclure une dimension sectorielle et une stratégie spécifique pour l'économie informelle tout autant qu'une dimension sexospécifique afin de corriger la situation désavantagée des petites filles, et doit inclure les pires formes du travail des enfants, telles que définies dans la Convention n° 182 de l'OIT, qui doit être strictement liée au respect de l'âge minimum d'admission à l'emploi, tel que défini dans la Convention n° 138 de l'OIT. Le Congrès reconnaît la relation étroite entre la pratique du travail des enfants et l'absence du travail décent pour les adultes, et soutient les programmes visant à établir des secteurs ou des zones sans utilisation de main-d'œuvre enfantine et des campagnes destinées à garantir une éducation pour tous dans le cadre de la stratégie visant à garantir l'éradication complète du travail des enfants. Les gouvernements qui démontrent clairement leur engagement à éliminer le travail des enfants doivent bénéficier du soutien international le plus ample qui soit, en particulier au travers du Programme international pour l'abolition du travail des enfants de l'OIT (IPEC) et de son plan d'action pour éliminer l'ensemble des pires formes de travail des enfants d'ici à 2016. Ce plan doit incorporer des partenariats complets avec les syndicats dans la lutte contre le travail des enfants. Les gouvernements et les employeurs qui ferment les yeux sur l'exploitation des enfants ou qui en tirent profit doivent être soumis à des sanctions rigoureuses, incluant des mesures commerciales.

11. Le Congrès affirme que la discrimination sous toutes ses formes porte atteinte à l'égalité des droits de tous les êtres humains. Il engage à nouveau la CSI à s'opposer résolument à toute discrimination, qu'elle soit fondée sur le genre, la race, la nationalité, l'appartenance ethnique, la religion, l'opinion politique, l'âge, le handicap, la situation de santé, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Il exprime sa vive préoccupation face à l'accroissement de tensions et de conflits dans plusieurs régions du monde, qui peuvent être à la fois une cause et une conséquence de la discrimination, et exhorte la CSI à saisir toutes les occasions lui permettant de lutter pour leur élimination.

12. À cet égard, les syndicats ont la responsabilité particulière de combattre activement le racisme et la xénophobie sur le lieu de travail et au sein des communautés et de promouvoir dans les entreprises la diversité sur le lieu du travail et l'intégration de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses dans le monde du travail et la société. Le Congrès rejette sans équivoque toute notion d'incompatibilité entre cultures ou de supériorité d'une culture par rapport à d'autres, et exhorte la CSI et ses affiliées à leur opposer la solidarité entre tous les travailleurs et l'engagement envers la coexistence, la tolérance et la compréhension sur la base de l'égalité la plus stricte.

13. De même, les syndicats ont la responsabilité de combattre activement l'homophobie dans les milieux de travail et les communautés. Le Congrès condamne sans équivoque toute discrimination et violence à l'encontre des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transsexuels (LGBT) ou toute négation de leurs droits et soutient les actions visant à mettre fin à, ou à prévenir, la criminalisation de l'homosexualité dans tous les pays. Il exhorte la CSI et ses organisations affiliées à leur opposer la

solidarité entre tous les travailleurs et travailleuses ainsi que l'engagement envers la coexistence, la tolérance et la compréhension sur la base de l'égalité la plus stricte et à entreprendre des actions afin de protéger les droits sociaux et du travail des personnes LGBT et de les syndicaliser.

Programme d'action de la CSI

14. Le Congrès engage la CSI et ses organisations régionales, oeuvrant de concert avec ses partenaires du groupement Global Unions et ses organisations affiliées, à:

- (a) faire du respect plein et universel des droits fondamentaux des travailleurs un des objectifs clefs de ses activités en faveur d'un nouveau modèle de mondialisation, y compris dans ses travaux auprès des IFI et de l'OMC;
- (b) Promouvoir l'action syndicale et des objectifs basés sur la solidarité et axés sur les droits fondamentaux des travailleurs, dans la mesure où la défense et le développement de ces droits dans les parties du monde où ils sont respectés exigent leur extension à toute la planète;
- (c) intervenir par tous les moyens appropriés afin de s'opposer aux violations des droits syndicaux fondamentaux, où que celles-ci aient lieu, et d'engager la solidarité de toutes les organisations affiliées dans ces efforts;
- (d) dénoncer et rendre publiques toutes les violations des droits fondamentaux des travailleurs, sensibiliser le public à ces questions au moyen d'activités d'éducation et de communication, soutenir les défenseurs des droits syndicaux et en particulier continuer à publier le Rapport annuel des violations des droits syndicaux;
- (e) renforcer la capacité des organisations affiliées à combattre les violations des droits fondamentaux des travailleurs, notamment au travers de programmes éducatifs, de la constitution de réseaux régionaux et mondiaux et de la publication de rapports nationaux annuels concernant les droits syndicaux;
- (f) faire campagne pour la libération des syndicalistes emprisonnés et protéger la sécurité des défenseurs des droits syndicaux;
- (g) faire campagne vigoureusement pour mettre un terme aux cas les plus extrêmes de violations et d'oppression, soutenir leur victimes et combattre l'impunité des auteurs des violations des droits des travailleurs;
- (h) œuvrer pour mettre un terme aux violations des droits syndicaux et d'autres droits humains dans les zones franches d'exportation dans le monde entier et pour incorporer les droits fondamentaux des travailleurs dans les législations nationales ou les lignes directrices établissant ces zones;
- (i) promouvoir le droit d'organisation, de négociation collective et d'entreprendre une action collective pour tous les travailleurs/euses du secteur public, notamment la police et les forces armées, en étroite collaboration avec l'Internationale des services publics et d'autres Fédérations syndicales internationales;
- (j) contribuer activement à garantir le droit des travailleurs d'entreprendre des actions de grève transfrontalières visant à promouvoir à l'échelle mondiale le respect des droits humains fondamentaux au travail si besoin est;
- (k) œuvrer pour établir une responsabilité juridique pour les entreprises qui violent les droits humains universellement reconnus, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays industrialisés;

- (l) collaborer avec les Fédérations syndicales internationales afin d'établir une coordination internationale plus efficace et une stratégie commune pour la promotion et le respect des droits fondamentaux des travailleurs;
- (m) œuvrer pour garantir le plein respect des droits fondamentaux des travailleurs dans l'économie informelle, indépendamment de leur situation professionnelle, en particulier leur droit d'organisation et de négociation collective;
- (n) tirer pleinement profit du système de surveillance de l'OIT et du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, protéger l'intégrité de ses méthodes de travail et de sa jurisprudence et faire usage de toutes les possibilités de renforcer leur efficacité, notamment en veillant particulièrement à ce que les actions des gouvernements identifiés à la Conférence internationale du travail comme les pires responsables des violations soient rendues publiques;
- (o) faire campagne en faveur de la ratification universelle des conventions fondamentales de l'OIT d'ici à 2015;
- (p) veiller à ce que des politiques ou des décisions de justice prononcées à l'échelon national ou régional ne portent pas atteinte à l'universalité des normes de l'OIT;
- (q) travailler en étroite coopération avec l'OIT, notamment au travers de l'IPEC et de l'Alliance syndicale mondiale contre le travail forcé et la traite des êtres humains, afin de promouvoir le respect des droits fondamentaux des travailleurs;
- (r) définir un plan d'action spécifique de la CSI en vue de l'éradication du travail des enfants et de la ratification et de l'application des Conventions n° 138 et 182 de l'OIT, en étroite collaboration avec l'IPEC et d'autres organisations engagées, comprenant des stratégies spécifiques en matière d'économie informelle et de travail domestique;
- (s) divulguer des exemples de bonnes pratiques dans l'élimination du travail des enfants, notamment l'établissement de zones sans utilisation de main-d'œuvre enfantine dans le cadre de la stratégie visant à garantir la pleine éradication du travail des enfants et garantir une éducation pour tous;
- (t) collaborer étroitement avec les organisations pertinentes en matière de droits humains, les alliances progressistes et les vastes fronts pour coordonner des événements, des réunions, des forums et d'autres initiatives, en vue de soutenir les droits fondamentaux des travailleurs et de promouvoir, en cas de besoin, ce type de coopération parmi les organisations affiliées.